ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 4 octobre 1984, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "réglementant les conditions d'aptitude physique et mentale des membres d'équipage de conduite des aéronefs civils", a donné le 29 octobre 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 4e oktober 1984 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende regeling van de voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid van de leden van het stuurpersoneel van burgerlijke luchtvaartuigen", heeft de 29e oktober 1984 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

Il convient de viser en premier lieu la Convention relative à l'aviation civile internationale, comme suit :

"Vu la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944 et approuvée par la loi du 30 avril 1947, notamment l'annexe I;".

A l'alinéa 1er, devenant l'alinéa 2, mieux vaudrait écrire "notamment l'article 5".

L'alinéa 3 devrait viser également l'article 37 de l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne.

DISPOSITIF.

Article 1er.

La rédaction de l'article 1er devrait être revue afin d'éviter des formules tautologiques comme : "L'obtention, le renouvellement ou le maintien d'une licence ... sont subordonnés à la réunion ... des conditions ... requises pour cette licence ..." ou "Les mêmes conditions doivent être remplies lorsqu'elles sont exigées ..." ou encore "Le candidat à une licence ... doit satisfaire aux conditions d'aptitude ... requises pour l'obtention de la licence ...".

La rédaction suivante est proposée :

"Article ler.-

L'obtention, le renouvellement ou le maintien d'une licence de membre d'équipage de conduite d'un aéronef, à l'exclusion des planeurs et des ballons libres, sont subordonnés à la réunion des conditions d'aptitude physique et mentale déterminées dans l'annexe au présent arrêté. Les mêmes conditions doivent être remplies pour l'obtention, le renouvellement ou le maintien d'une qualification.

L'obtention d'une licence d'entraînement est subordonnée à la réunion des conditions d'aptitude physique et mentale déterminées dans l'annexe au présent arrêté pour l'obtention de la licence de membre d'équipage de conduite en vue de laquelle l'entraînement aura lieu".

Article 2.

L'alinéa ler serait rédigé plus simplement comme suit : "La vérification des conditions d'aptitude physique et mentale visées à l'article ler est faite par le Service de santé administratif".

Si cette suggestion est suivie, il faut remplacer partout, dans la suite du texte, "Service médical" par "Service de santé administratif".

.../...

Article 3.

La réglementation visée à l'alinéa 1er devrait être précisée. Il s'agit de l'arrêté royal du 27 avril 1981, qui devrait être expressément mentionné avec son intitulé "fixant le montant des redevances dues pour certains examens effectués par l'Office médico-social de l'Etat".

Article 5.

Dans la première phrase, l'adjectif "médicale" devrait être omis après le substantif "décision". Cette observation vaut pour toutes les dispositions du projet où l'expression "décision médicale" est utilisée.

La deuxième phrase devrait être complétée par les mots "par lettre recommandée à la poste".

Article 6.

Avant le début du texte néerlandais, la mention "§ 1er" doit être ajoutée.

Dans ce paragraphe 1er, il convient, selon l'usage, d'utiliser d'abord la division en 1°, 2°, 3° ... puis la subdivision en a, b, c, ...

.../...

En outre, il n'est pas d'usage d'insérer un alinéa à l'intérieur d'une division numérotée d'un autre alinéa car ce procédé crée des difficultés de référence. Les deux alinéas commençant par "Toutefois, cette durée est ..." devraient être insérés après l'énumération. De plus, le mot "ramenée" qui y figure devrait être remplacé par "réduite".

+

Le paragraphe 4 donne au Service de santé administratif le pouvoir de réduire la durée de validité de l'examen médical ainsi que celui de restreindre la portée des privilèges attachés aux licences et qualifications.

On peut concevoir que ce Service désire revoir l'intéressé à plus brève échéance, étant entendu que, pendant le laps de temps ainsi réduit, le demandeur exerce tous les privilèges qui s'attachent à ses licence et qualification. Par contre, il ne peut être admis que ce Service, conseiller médical du Ministre, modifie la portée administrative d'une autorisation délivrée par celui-ci. Le Roi pourrait déléguer ce pouvoir au Ministre.

A l'heure actuelle, pour que le Ministre puisse restreindre la portée de la licence en cas de déficience physique ou mentale, il faut que celle-ci ait été constatée par demande motivée de ce Ministre (articles 37 et 38, § 2, 1°, de l'arrêté royal du 15 mars 1954). Le cas où l'examen médical est effectué à la demande de l'intéressé n'est pas visé.

+

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, dans l'intention du Ministre, le paragraphe 5 tend à prévoir que le Service de santé administratif pourra appliquer les normes prévues à l'annexe de l'arrêté en projet, en tenant compte de tous les éléments d'appréciation et notamment de l'expérience professionnelle des candidats.

Si telle est bien cette intention, il serait préférable de supprimer ce paragraphe dont l'application pourrait donner lieu à des contestations.

Article 8.

A la fin de l'alinéa 1er, les mots "conformément aux critères reconnus par l'Organisation de l'aviation civile internationale" devraient être remplacés par la phrase suivante : "Le certificat médical doit être rédigé compte tenu des critères reconnus par l'Organisation de l'aviation civile internationale".

Article 12.

L'alinéa 2 du paragraphe 2 indique qu'il existe, pour chaque chambre de la commission d'appel (qui s'appellerait plus correctement "commission de recours", puisqu'il n'y a pas de commission de première instance) des membres suppléants (autant que de membres effectifs sans doute). Il vaudrait donc mieux rédiger le début du paragraphe 2 de la manière suivante : "Chaque

.../...

chambre est composée de trois membres effectifs et de trois membres suppléants, choisis parmi les médecins spécialement compétents en médecine aéronautique".

Le paragraphe 4 est superflu car il ne fait que rappeler des principes de droit commun. Il doit, dès lors, être omis.

Article 13.

La fin du premier alinéa du paragraphe 1er serait mieux rédigée comme suit : "dans les trente jours de la notification de l'avis du Service de santé administratif".

Au paragraphe 4, que veut dire exactement "à fin d'examen" ? S'agit-il d'un examen médical ? Sera-t-il toujours nécessaire ? Ne faudra-t-il pas parfois recourir directement à un examen complémentaire par un spécialiste, comme il est prévu au paragraphe 5 ?

Il est proposé de rédiger les deux derniers paragraphes de la manière suivante :

"§ 4. Dès réception de ce rapport ou à l'expiration du délai prévu au paragraphe 3, le candidat est invité à se présenter devant la commission. Il peut se faire accompagner du médecin de son choix et celui-ci doit être entendu par la commission, s'il le demande.

.../...

§ 5. Les médecins de la commission peuvent procéder eux-mêmes à des examens complémentaires ou charger de ceux-ci des spécialistes qu'ils désignent".

Article 14.

Par souci de concordance avec les termes employés dans les articles précédents, les mots "Les conclusions" devraient être remplacés par les mots "La décision".

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"Article 14.-

La décision de la commission (de recours) est transmise au directeur général de l'administration de l'aéronautique. Celui-ci la notifie à l'appelant par lettre recommandée à la poste".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

In de eerste plaats dient te worden verwezen naar het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart, en wel als volgt :

"Gelet op het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart, ondertekend te Chicago op 7 december 1944 en goedgekeurd bij de wet van 30 april 1947, inzonderheid op bijlage I;".

In het eerste lid, dat het tweede lid wordt, schrijve men in de Franse tekst "notamment l'article 5".

Het derde lid zou ook moeten verwijzen naar artikel 37 van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

De redactie van artikel 1 zou herzien moeten worden om tautologische formules te vermijden zoals : "Voor het verkrijgen, de hernieuwing of het behoud van een burgerlijke vergunning ... moet de kandidaat voldoen aan de voorwaarden ... die voor deze vergunning worden gesteld ..." of "Dezelfde voorwaarden dienen vervuld indien zij vereist zijn ..." of nog "De kandidaat voor een oefenvergunning moet voldoen aan de voorwaarden inzake ... geschiktheid die gesteld worden voor het verkrijgen van de vergunning ...".

.../...

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

Voor de verkrijging, de hernieuwing of het behoud van een vergunning van lid van het stuurpersoneel van een luchtvaartuig, dat geen zweefvliegtuig of vrije ballon is, moet voldaan zijn aan de in de bijlage bij dit besluit bepaalde voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid. Dezelfde voorwaarden moeten vervuld zijn voor de verkrijging, de hernieuwing of het behoud van een bevoegdverklaring.

Voor de verkrijging van een oefenvergunning moet voldaan zijn aan de voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid die in de bijlage bij dit besluit bepaald zijn voor de verkrijging van de vergunning van lid van het stuurpersoneel, met het oog waarop de oefening zal plaatshebben".

Artikel 2.

Het eerste lid kan eenvoudiger als volgt worden geredigeerd :

"De controle van de in artikel 1 bedoelde voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid wordt uitgevoerd door de Administratieve Gezondheidsdienst".

Wordt die suggestie gevolgd, dan dient overal in de verdere tekst "Geneeskundige Dienst" te worden vervangen door "Administratieve Gezondheidsdienst".

.../...

Artikel 3.

De in het eerste lid bedoelde reglementering zou moeten worden gepreciseerd. Het gaat om het koninklijk besluit van 27 april 1981 "houdende vaststelling van het bedrag der retributies verschuldigd voor bepaalde geneeskundige onderzoeken die door de Sociaal-Medische Rijksdienst worden uitgevoerd", dat uitdrukkelijk zou moeten worden vermeld met zijn opschrift.

Artikel 5.

Het adjectief "medische", dat bij het substantief "beslissing" staat, zou moeten vervallen. Die opmerking geldt voor alle bepalingen van het ontwerp waar de uitdrukking "medische beslissing" gebruikt wordt.

Voorts zou het slot van de zin als volgt moeten worden geredigeerd : "die ze bij een ter post aangetekende brief ter kennis brengt van de kandidaat".

Artikel 6.

In de Nederlandse tekst ontbreekt de vermelding "§ 1" vóór de woorden "De (medische) beslissing".

Diezelfde paragraaf verdele men op de gebruikelijke wijze in 1°, 2°, 3° ... met een verdere indeling in a, b, c ... .

.../...

Bovendien is het niet gebruikelijk een lid in te voegen in een genummerde onderverdeling van een ander lid, want die werkwijze kan moeilijkheden opleveren op het vlak van de verwijzing. De twee leden die beginnen met de woorden "Deze termijn wordt evenwel teruggebracht ..." zouden moeten worden ingevoegd na de opsomming. Bovendien zouden in die leden de woorden "teruggebracht op" moeten worden vervangen door de woorden "ingekort tot".

+

Paragraaf 4 verleent de Administratieve Gezondheidsdienst bevoegdheid om de geldigheidsduur van het geneeskundig onderzoek in te korten alsook om de draagwijdte van de aan de vergunningen en bevoegdverklaringen verbonden voorrechten te beperken.

Het is te begrijpen dat die Dienst de betrokkene eerder wil terugzien, met dien verstande dat de aanvrager gedurende de aldus ingekorte periode alle voorrechten uitoefent die aan zijn vergunning en bevoegdverklaring verbonden zijn. Daarentegen gaat het niet op dat die Dienst, welke de Minister op medisch gebied adviseert, de administratieve draagwijdte van een door deze laatste afgegeven vergunning kan wijzigen. De Koning zou die bevoegdheid kunnen opdragen aan de Minister.

Opdat de Minister de door de vergunning verleende bevoegdheid kan beperken in geval van tekortkoming op het stuk van lichaams- of geestesgesteldheid, is thans vereist dat die tekortkoming vastgesteld is na een met redenen omkleed verzoek van die Minister (artikelen 37 en 38, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1954). Het geval waarin het geneeskundig onderzoek verricht wordt op verzoek van de betrokkene wordt niet vermeld.

+

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, bedoelt de Minister met paragraaf 5 te bepalen dat de Administratieve Gezondheidsdienst de in de bijlage bij het ontworpen besluit bepaalde normen zal kunnen toepassen, rekening houdend met alle beoordelingsgegevens en inzonderheid met de beroepservaring van de kandidaten.

Is zulks wel degelijk de bedoeling, dan ware het verkieslijk die paragraaf, waarvan de toepassing aanleiding zou kunnen geven tot betwisting, te schrappen.

Artikel 8.

Aan het slot van het eerste lid zouden de woorden "overeenkomstig de door de Internationale Burgerlijke Luchtvaart Organisatie erkende kriteria" moeten worden vervangen door de volgende zin : "Het medisch attest moet worden opgesteld met inachtneming van de door de Internationale Burgerlijke Luchtvaart Organisatie erkende criteria".

Artikel 12.

Het tweede lid van paragraaf 2 bepaalt dat er voor elke kamer van de beroepscommissie (die in de Franse tekst juister "commission de recours" zou worden genoemd, aangezien er geen commissie van eerste aanleg bestaat) plaatsvervangende leden zijn (wellicht zoveel als er werkende leden zijn). Het begin van paragraaf 2 zou dus beter als volgt kunnen worden geredigeerd : "Elke kamer is samengesteld uit

.../...

drie werkende leden en drie plaatsvervangende leden, die gekozen worden uit de geneesheren die bijzonder bevoegd zijn inzake luchtvaartgeneeskunde".

Paragraaf 4 is overbodig want hij brengt alleen maar beginselen van gemeen recht in herinnering. Hij dient derhalve te vervallen.

Artikel 13.

Het slot van het eerste lid van paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd : "binnen dertig dagen na de kennisgeving van het advies van de Administratieve Gezondheidsdienst".

Wat wordt in paragraaf 4 precies bedoeld met "voor een onderzoek" ? Gaat het om een geneeskundig onderzoek ? Zal het steeds nodig zijn ? Zal men soms niet onmiddellijk moeten overgaan tot een bijkomend onderzoek door een specialist, zoals wordt bepaald in paragraaf 5 ?

Voorgesteld wordt de laatste twee paragrafen als volgt te redigeren :

"§ 4. Dadelijk na ontvangst van dat verslag of na het verstrijken van de in paragraaf 3 bepaalde termijn, wordt de kandidaat verzocht voor de commissie te verschijnen. Hij mag zich doen vergezellen door de geneesheer van zijn keuze en deze moet door de commissie worden gehoord indien hij daarom verzoekt.

.../...

§ 5. De geneesheren van de commissie kunnen zelf bijkomende onderzoeken uitvoeren of specialisten die zij aanwijzen, daarmee belasten".

Artikel 14.

Ter wille van de overeenstemming met de in de vorige artikelen gebruikte termen, zou het woord "conclusies" moeten worden vervangen door het woord "beslissing".

De tekst zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 14.-

De beslissing van de beroepscommissie wordt toegezonden aan de directeur-generaal van het bestuur der luchtvaart. Deze brengt ze ter kennis van appellant bij een ter post aangetekende brief".

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. DAGNELIE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.